

L'actualité des Mariannes du Nord

- En janvier, février 2024, de nombreuses interventions sur l'égalité filles/garçons ont été menées auprès d'élèves de 5^{ème}, 4^{ème}, 3^{ème} des Collèges de Feignies, Villeneuve d'Ascq et Loos ; tout comme des miniconférences proposées aux lycéens de Bully les Mines, Pecquencourt autour du harcèlement et du sexisme.
- Le 8 mars, nous avons été invitées à l'Hôtel de Police de Lille pour parler égalité en droits des femmes et des hommes, sachant que la profession se féminise de plus en plus et le 24 mars, nous avons aussi retrouvé les Compagnons du Devoir pour évoquer la banalisation de la violence verbale et sexiste.
- Le 5 avril 2024, s'est tenue l'Assemblée Générale statutaire de l'association avec lecture des rapports (moral, d'activités et financier). Au Conseil d'Administration, nous avons entériné le souhait de démission de Bernadette Peignat et accueilli Lucie Lepage.
- A venir... le 6 juin 2024, à 19h30, une projection du film « Chaylla », suivie d'un débat sur les violences conjugales, qui se tiendra au cinéma l'Univers en présence du réalisateur Paul Pirritano et de la principale protagoniste Chaylla. Cet événement programmé avant l'été est le fruit d'un partenariat avec le syndicat de la Magistrature des Hauts de France. Il est prudent de réserver !

L'édito de notre présidente

Nous voilà déjà au mois de mai ! Mois de jours fériés, de ponts qui, cette année, sont qualifiés par certains de « viaducs » ! Notre association, qui a bien œuvré depuis la dernière rentrée de septembre, lève un peu le pied mais reste vigilante aux événements d'ici et d'ailleurs. Un dernier Conseil d'Administration est d'ores et déjà prévu en juin pour réfléchir à une nouvelle organisation au sein du bureau et préparer 2025. Bonne lecture de cette News Letter n° 16 ! Profitez bien, tous et toutes, de cet été bercé par les Jeux Olympiques 2024, qui nous l'espérons, verront triompher beaucoup de nos sportives émérites, quelles que soient leurs disciplines !

Véronique LEYS

L'actualité sur le territoire

- Les Mariannes ont participé aux petits formats de la Maison des Femmes de Lille, en présentant en février 2024 « La Hull House » de Jane Addams, féministe pacifiste, prix Nobel de la Paix et initiatrice du travail social aux Etats Unis.
- Mars est le mois de la journée internationale des droits des femmes. Comme chaque année, autour du 8 mars, nous nous sommes mobilisées en participant aux deux manifestations lilloises : le 9 mars, sur le thème des femmes inspirantes comme Gisèle Halimi, Simone Veil mais aussi Alice Coffin ou Virginie Despentes avec la MDF et OLF 59 et le 30 mars avec le Collectif lillois.



En France

- **L'IVG inscrit dans la Constitution Française le 4 mars 2024**

Les 925 parlementaires réunies en Congrès à Versailles ont adopté à 780 voix le projet de loi constitutionnelle consacrant la « liberté garantie » pour les femmes de recourir à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), qui devient ainsi une liberté fondamentale inscrite dans la Loi suprême. La France marque l'Histoire et devient le premier pays au monde à inscrire le droit à l'avortement dans sa Constitution.

« *La France est à l'avant-garde, elle est à sa place, c'est là sa mission et elle est attendue* » a déclaré Yaël Braun-Privet, présidente de l'Assemblée nationale et première femme à présider un Congrès.

« *Nous avons une dette morale, envers toutes les femmes qui ont souffert dans leur chair. Nous leur adressons surtout un message : votre corps vous appartient, et personne n'a le droit d'en disposer à votre place* » a déclaré le Premier Ministre Gabriel Attal.

En mars 2023, le président de la République Emmanuel Macron s'était engagé à « *changer notre Constitution, afin d'y graver la liberté des femmes à recourir à l'interruption volontaire de grossesse pour assurer solennellement que rien ne pourra entraver ou défaire ce qui sera ainsi irréversible* ». C'est maintenant chose faite.

- **La lutte contre le système prostitutionnel**

La prostitution a des conséquences désastreuses sur la santé physique, psychique et la sécurité des victimes. Dans le contexte des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris et du risque accru de renforcement de la traite humaine et de la prostitution, il est nécessaire de protéger les femmes qui en sont victimes et de faire de la lutte contre la prostitution et l'exploitation sexuelle une priorité gouvernementale. La ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, Aurore Bergé, a présenté la nouvelle stratégie nationale de lutte contre le système prostitutionnel, qui doit permettre de renforcer la loi existante et d'intégrer la question du numérique ; notamment contre la prostitution en ligne et la protection des mineures, particulièrement exposées à ce phénomène. Cela passe par une mise en œuvre plus ambitieuse de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel. Car si cette loi a permis des avancées majeures dans la lutte contre les violences et le respect de la dignité des femmes, elle présente des limites dans son application. Plus que jamais, la position abolitionniste française doit être un exemple pour l'Europe dans le contexte des élections européennes de juin 2024.

- **Le droit de vote des femmes fête ses 80 ans ! Merci Hubertine !**

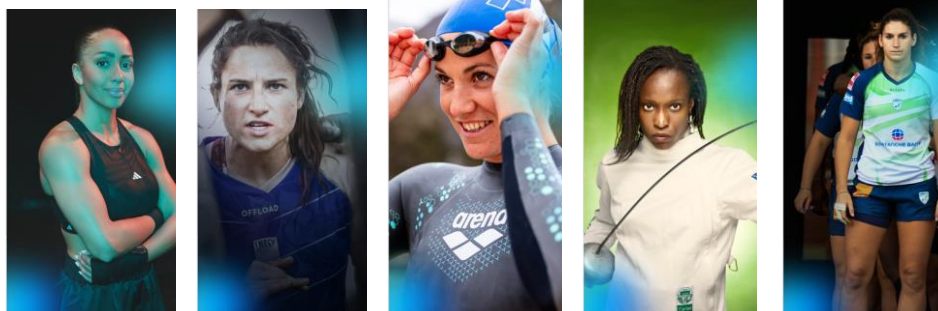
Date anniversaire que nous devrions toutes et tous connaître ! Le 21 avril 1944, les femmes obtenaient le droit de vote en France. Près de 40 ans auparavant, celle que l'on surnommait « la suffragette française » écrivait un manifeste audacieux, au titre sans équivoque : « Le vote des femmes ». Hubertine Auclert n'a malheureusement pas connu cette grande victoire pour les droits civiques mais sa détermination, son audace, son goût pour le *happening* et son étonnante modernité n'ont cessé d'inspirer. Ce que l'on sait peut-être moins, c'est qu'elle est aussi à l'origine du mot « féminisme » tel que nous l'entendons aujourd'hui... C'est elle qui a permis une jolie pirouette sémantique en faisant de ce terme – largement moqué et méprisé - la désignation de la lutte politique pour les droits des femmes ! Partout dans le monde, ces droits se sont construits et se construisent encore grâce à la ténacité de pionnières, comme Hubertine Auclert.

- **Les Femmes aux Jeux Olympiques**

Bonne nouvelle ! Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris seront les premiers jeux 100% paritaires de l'histoire. À cette occasion, ONU Femmes France s'entoure d'athlètes de haut niveau qui s'engagent chaque jour en faveur d'une représentation plus égalitaire des sportives.



Dans ce contexte, ONU Femmes France a lancé l'opération ÉTINCELLES en collaboration avec des athlètes de haut niveau telles que Sarah Abitbol, ancienne patineuse artistique, Lénaïg Corson, ancienne joueuse de rugby, Sarah Ourahmoune, championne du monde et vice-championne olympique de boxe, Laura di Muzio, joueuse de rugby ou encore Laura Flessel, championne d'escrime... Le sport est un puissant agent transformateur dans la vie des femmes et des filles. Lorsqu'il est pratiqué dans un environnement de confiance, il favorise le développement de compétences pour relever des opportunités et des défis personnels et professionnels : esprit d'équipe, rigueur, persévérance, leadership ou encore confiance en soi. Il faut donc aider davantage de femmes et de filles à développer leur plein potentiel grâce au sport pendant et après les Jeux Olympiques et Paralympiques en relayant nos étincelles.



- **Pour une Europe féministe ! Quelques pistes émanant du Haut Conseil à l'Égalité...**

Les citoyennes et citoyens d'Europe votent du 6 au 9 juin 2024. L'égalité de genre et les droits des femmes représentent une valeur constitutive de l'Union européenne. Celle-ci doit s'ériger comme rempart contre la régression des droits et surtout poursuivre la promotion de l'égalité femmes-hommes dans les politiques et programmes européens.

Si des avancées majeures en matière de promotion des femmes aux postes à responsabilité et de lutte contre les violences faites aux femmes ont été observées ces cinq dernières années, le contexte international actuel de recul des démocraties au profit de régimes autoritaires, ainsi que la prolifération des conflits et des violences de guerre, mettent à mal les droits humains et en premier lieu les droits des femmes. Ces menaces doivent encourager les gouvernements démocratiques à s'emparer d'autant plus de l'égalité comme fer de lance pour une Europe inclusive, juste et ambitieuse en garantissant le meilleur de l'Europe pour les femmes comme le souligne la clause de l'Européenne la plus favorisée, initiée par Gisèle Halimi et l'association Choisir la cause des femmes, permettant à chaque européenne de jouir des droits et législations les plus favorables des Etats membres.

Citons la France qui vient d'inscrire l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans sa Constitution ; l'Espagne, championne des dispositifs juridiques les plus favorables au respect des droits des femmes dans sa politique globale de lutte contre les violences conjugales et violences sexuelles ; la Suède en pointe sur l'avortement, la lutte contre les stérilisations forcées, la fiscalité des couples, le congé parental ou les retraites ; mais aussi la Croatie qui reconnaît un statut de victimes civiles de violences sexuelles et de viol en temps de guerre, indemnise les victimes et les accompagne ; l'Allemagne qui a imposé la criminalisation de l'inceste sur enfants et sur adultes ; l'Estonie avec le meilleur système d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, obligatoire tout au long de la scolarité ; concernant les familles, le Danemark ayant le meilleur système de structures de garde d'enfants, assuré par les municipalités, gratuit pour les plus démunies.

Mais aussi consolider la place des femmes dans la gouvernance européenne : Assurer la parité effective dans la prochaine législature, à tous les niveaux de responsabilité politique, en particulier dans les commissions ; Donner un statut à part entière à la Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres (FEMM) Formaliser une organisation féministe interpartis pour assurer l'intégration de l'égalité dans les travaux du Parlement.

Dans toutes les instances, l'intégration du genre (gender mainstreaming) imposée par les traités européens doit devenir une réalité, en particulier dans les domaines suivants : le Budget ; l'Ecologie ; la Technologie ; l'Economie et la Politique migratoire en garantissant le droit d'asile aux femmes victimes de persécutions et de violences en raison de leur sexe et de leur appartenance à un groupe social. Enfin, adopter une politique étrangère féministe européenne, ou diplomatie féministe, en renforçant la solidarité à l'égard des organisations de la société civile et des défenseuses des droits et en posant la non-discrimination envers les femmes et l'orientation sexuelle comme précondition de toute négociation avec les pays tiers ; en augmentant les financements dédiés au renforcement de l'égalité dans toutes les politiques extérieures de l'UE ; en atteignant la parité aux niveaux décisionnels de la diplomatie européenne et en mettant en œuvre l'agenda « Femmes, paix et sécurité » dans la politique de sécurité et de défense commune.

L'actualité ailleurs

- **Les femmes afghanes sur le front – à la rencontre des militantes avec Zahra Nader**



Depuis le 15 août 2021, les talibans ont pris le contrôle de l'Afghanistan, mettant en place un système que les organisations de défense des droits humains qualifient d'apartheid de genre. Aujourd'hui, les femmes et les filles en Afghanistan n'ont pas de liberté de mouvement. Elles n'ont pas le droit d'aller à l'école ou à l'université. Elles n'ont pas le droit de choisir elles-mêmes leurs vêtements. Elles sont emprisonnées à domicile pour le crime d'être des femmes. Et pourtant, elles continuent de se battre.

Zahra Nader, la rédactrice en chef du Zan Times, au cours des dernières années, a vu des centaines de femmes tenir tête aux talibans - même quand les répercussions étaient sévères - se battre pour leurs droits et refuser de garder le silence. Son documentaire "Les femmes afghanes sur le front" est une série en deux parties sur ces femmes courageuses.



La première partie raconte l'histoire de deux militantes qui défient courageusement le régime taliban dans les rues, d'abord en Afghanistan, puis en exil. La deuxième partie montre comment les femmes mènent leurs combats dans leurs foyers – en organisant des manifestations, des spectacles et en créant des écoles clandestines pour éduquer les filles.

“Une fois que les gens sauront ce qui se passe, nous espérons qu'ils commenceront à réfléchir à la façon dont ils peuvent soutenir les femmes afghanes”, a déclaré Nader. “Si elles ne peuvent pas lutter pour leurs droits parce que les talibans les emprisonnent dans leurs maisons, que puis-je faire, en tant que femme qui a le droit de travailler, le droit à l'éducation, avec une vie très différente de celle des femmes afghanes ? Comment puis-je m'exprimer sur ce sujet ? Comment puis-je les soutenir ? Comment puis-je sensibiliser davantage et partager des informations sur ce qui se passe en Afghanistan ?”

• Rassemblement de la CSW, Commission on the Status of Women

Du 11 au 22 mars 2024, la Commission sur le Statut des Femmes (CSW/Commission on the Status of Women), l'un des plus grands rassemblements annuels aux Nations Unies de New York, a réuni les gouvernements des états membres, les représentants de sociétés civiles ainsi que les membres statutaires des Nations Unies. Des femmes et des hommes ont afflué du monde entier pour faire avancer la cause des femmes et les enjeux en lien avec l'égalité des sexes dans le monde.

Lors de cette édition, il fut beaucoup question de pauvreté, de violences faites aux femmes, d'inégalités professionnelles, de leadership féminin et bien sûr, de financements...

Les divers événements organisés ont été ponctués de témoignages poignants, comme celui de ces jeunes veuves du Kenya qui se retrouvent sans statuts légaux ni ressources, de ces femmes d'Inde qui rencontrent toutes les difficultés du monde à se voir accorder des financements de projets, voire un minimum d'attention et de crédibilité, ou encore de ces jeunes filles du Burundi qui bataillent pour accéder aux études supérieures quand l'appel du foyer et la pression sociale se font fardeau. Sans parler - et il faut en parler - de toutes ces victimes de violences sexuelles dans le cadre de conflits ou oppressions politiques.

La notion d'urgence était omniprésente car, pour être au rendez-vous des Objectifs de Développement Durable fixés par l'agenda 2030, il faut absolument accélérer. Trois Objectifs sont particulièrement préoccupants : l'ODD 1 (éradiquer la pauvreté), l'ODD 4 (l'éducation), et bien sûr l'ODD 5 (l'égalité des sexes). La CSW est et reste source d'espoir pour les femmes du monde entier.

" Je suis convaincu que si nous avons la parité entre les sexes aux niveaux décisionnels, partout dans le monde, à tous les niveaux, nous n'aurions pas le nombre de guerres que nous connaissons aujourd'hui."

Antonio Guterres,
Secrétaire général de l'ONU

Quelques lectures féministes pour l'été...

